

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 1^{ER} DECEMBRE 2021

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE PREMIER DECEMBRE,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°57 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPIFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 1 RUE DE L'EUROPE ET 147 AVENUE CHARLES FLOQUET, CADASTRE SECTION BD N°35 AU BLANC-MESNIL

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPIFIF,
Vu la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la convention d'intervention foncière établie entre l'EPIFIF, la commune du Blanc-Mesnil et l'EPT Paris Terres d'Envol en date du 19 juillet 2019,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Dominique RIBAL-CRACOWSKI, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 13 octobre 2021 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 093007 21C0486, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la société anonyme Air Liquide France Industrie de céder son bien situé au Blanc-Mesnil, au 1 rue de l'Europe et 147 avenue Charles Floquet, cadastré au Blanc-Mesnil, section BD n°35, occupé par les propriétaires comme indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, moyennant le prix de deux millions cinq cent mille euros hors taxes (2 500 000 € HT) majoré de la TVA sur le prix total au taux actuel de 20 % d'un montant de cinq cent mille euros (500 000 €), soit un prix TVA incluse de trois millions d'euros toutes taxes comprises (3 000 000 € TTC).

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT et l'EPIFIF du 19 juillet 2019 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPIFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la demande de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

Article 1 **De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, 1 rue de l'Europe et 147 avenue Charles Floquet, cadastré au Blanc-Mesnil, section BD n°35, tel que décrit dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Directeur de l'EPIFIF,
- Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil.
- La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 **D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme


Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20211201-57-01-12-2021-AU
Date de télétransmission : 06/12/2021
Date de réception préfecture : 06/12/2021